



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté
Unité départementale de Côte d'Or*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU ~~2.7. SEP. 2016.~~

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société Établissements Métallurgiques GODARD

Commune de CHENOVE (21300)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998, complété par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2003, autorisant les Établissements Métallurgiques GODARD à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de métaux ferreux et non ferreux au 24 rue Antoine Becquerel sur le territoire de la commune de Chenôve (21300) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012 portant renouvellement de l'agrément n°PR210008 B pour l'exploitation d'un centre VHU et d'une installation de broyage des VHU, à la même adresse, par la société Établissements Métallurgiques GODARD ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 2 septembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulé par courrier électronique du 14 septembre 2016 ;
- CONSIDÉRANT** que lors des visites des 26 et 29 août 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respecte par les exigences des articles 11.4, 30.1, 31 et 40.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que ces manquements ont altérés fortement les possibilités d'intervention des services de secours dans la lutte contre l'incendie survenu le vendredi 26 août 2016 ;

CONSIDÉRANT que le non-respect de certaines de ces prescriptions peut engendrer des risques de pollution des sols, sous-sols, eaux souterraines et concourir au développement de scénarios accidentels non prévus et non (ou peu) maîtrisés par mesures définies dans les diverses études de dangers transmises ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTÉ

Article 1 – Objet

La société Établissements Métallurgiques GODARD, dont le siège social est au 24 rue Antoine Becquerel à CHENÔVE (21300), exploitant un centre VHU, un broyeur VHU et des installations de transit et de traitement de déchets dangereux et non dangereux à la même adresse, est mise en demeure :

- **avant le 30 septembre 2016** : de rétablir, conformément aux articles 30.1 et 31 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé, des voies internes de circulation, d'une largeur minimale de 6 m, ainsi qu'une aire de retournement pour que les engins des services de secours puissent évoluer sans difficulté. Ces voies sont délimitées (marquage au sol) et maintenues dans le temps. Aucun obstacle ne doit gêner la circulation ;
- **avant le 31 décembre 2016** :
 - de limiter la hauteur maximale de tous les stockages de déchets à 7 m (hauteur du bardage métallique), conformément à l'article 40.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé ;
 - d'aménager ses installations de telle sorte que toute pollution accidentelle (et notamment les eaux d'extinction d'un incendie) soit intégralement confinée à l'intérieur du site, conformément à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la commune de CHENÔVE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne Franche-Comté, et M. le Directeur de la société Établissements Métallurgiques GODARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la société Établissements Métallurgiques GODARD ;
- M. le Maire de la commune de CHENÔVE.

Fait à Dijon le **27 SEP. 2016**

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,



Serge BIDEAU

